Territoire(s) dans tous les sens :
histoire d'une notion qui traverse les disciplines
et les champs d'action

1.1. Rhétorique territoriale ou territoire comme « panacée universelle »

De nombreux ouvrages (Géopoint 82 ; Levy, Lussault, 2003 ; Lussault 2007, Vanier, 2009 ; Paquot, 2009) rendent compte de la large diffusion du mot territoire dans le domaine des sciences, et du même coup de la pluralité de ses acceptions. Tantôt « objet-carrefour » (Pagès, Pelissier, 2000 : 5), concept, champ ou paradigme, le territoire suscite un embarras certain pour ceux qui tenteraient la recherche d'un quelconque consensus définitoire. Comme beaucoup de scientifiques, nous avons rencontré des difficultés à circonscrire le sens de ce mot étant donné la variabilité de son contenu.

La notion de territoire nous est rapidement apparue sous une forme quelque peu ambiguë, car elle se présente comme étant tout à la fois familière et difficilement saisissable. Familière tout d'abord parce qu'elle appartient au sens commun et qu'elle est utilisée par confusion, ou par coquetterie littéraire, comme synonyme de « lieu », d'« espace », de « local » ou encore de « paysage ». Or ces mots ne sont en rien des synonymes.

Familière aussi parce qu'elle occupe une place de premier ordre – et ce n'est pas un phénomène nouveau – dans les discours de l'action politique. Il se présente bien souvent à tort comme l'une des seules « universalités géographiques » (Jambes, 2000 : 48), c'est-à-dire comme si le principe territorial était le seul modèle possible (Pagès, Pélissier, 2000).

1.1.1. Territoire(s) : une notion scientifiquement encore crédible ?

Le territoire est employé à l'envi dans les discours des acteurs au risque de frôler parfois la surchauffe, et par là même la perte de sens. Utilisé bien souvent sans réelle définition précise, explicite, et stable, le territoire s'en trouve banalisé (Lussault, 2007).

On pense en particulier aux discours produits dans le cadre des politiques publiques (qu'elles soient locales, nationales ou internationales⁸) pour ce qui concerne la gestion des espaces infranationaux.

De ces usages multiples, ce mot devient en quelque sorte un « mot-étendard » (Pagès, Pélissier, 2000 : 14), une figure rhétorique, se révélant sur un mode parfois incantatoire. Érigé en catégorie de l'action politique, le territoire s'annonce comme un réservoir de solutions face à la logique d'autonomie (autonomie de l'économie, de la culture, de l'individu)⁹ qui touche nos sociétés modernes : dans les discours, le territoire est mobilisé, tantôt comme un opérateur de cohésion sociale, tantôt comme le moyen d'aller vers plus de démocratie et de proximité¹⁰, ou encore comme le lieu de l'innovation et du rayonnement international.

Cette idéologie du territoire comme remède à tous les maux de nos sociétés se fonde sur les vertus mobilisatrices et fédératrices qui lui sont attribuées par les acteurs des politiques publiques, et grâce auxquelles est véhiculé un imaginaire social de la communauté et du vivre-ensemble. Cette dimension utopique dont se voit qualifier le territoire explique en partie les raisons de son succès :

« [...] le territoire est donc bien aujourd'hui l'objet de divers processus d'utopisation ; par sa dimension imaginaire et sa légitimité anthropologique, il est un recours logique qui donne des réponses simples et fortes au déficit des grands récits et à la fin des idéologies abstraites » (Pagès, 2000 : 59).

⁸ À un échelon international, l'Agenda 21 constitue un dispositif au centre duquel se trouve la question du développement durable des territoires locaux.

⁹ Voir à ce sujet l'article « Némésis et Nicodème. Quand les instances de proximité deviennent les figures du salut » de Philippe Génestier (2001) sur la manière dont ont évolué nos cadres de pensée qui se tournent à présent en direction de l'instance du local et de la proximité afin de l'ériger en tant qu'instance opératoire primordiale.

¹⁰ On pense ici en particulier au travail de Christian Le Bart (2005) sur les langages du politique, et en particulier sur l'étude de la rhétorique de la proximité dans les discours de Jean-Pierre Raffarin.

1.1.2. Instabilité de la notion de territoire

Tout en étant familier parce qu'expérimenté par chacun d'entre nous, le territoire n'en reste pas moins insaisissable. Sous ses faux airs d'évidence, il en fait oublier le caractère instable et pluriel de sa définition (Pailliar, 1993 ; Levy, Lussault, 2003 ; Ozouf-Marignier, 2009). Le flou sémantique qui le caractérise est la raison principale pour laquelle il ne se laisse pas approcher sans difficulté. Cette notion englobe en effet des acceptions parfois contradictoires et induit de multiples connotations, que ce soit dans le domaine des sciences humaines et sociales, ou que ce soit dans celui de la réalité quotidienne de la gestion politique et économique de l'espace. Pascal Buléon et Guy Di Méo y voient malgré tout, dans ces caractéristiques, ce qui fait l'intérêt du mot territoire :

« À ce titre, la vertu essentielle du concept de territoire réside dans la globalité et dans la complexité de son contenu sémantique. Elle se retrouve dans le fait que son émergence en un lieu ou ensemble de lieux donnés mobilise tous les registres de la vie humaine et sociale » (Buléon, Di Méo, 2005 : 79).

Par le travail réalisé dans *Le Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (Lévy, Lussault, 2003), Jacques Levy a mis en œuvre un travail d'analyse critique de ce mot qui lui a permis de recenser pas moins de neuf définitions, chacune proposant une acception différente, ce qui n'est pas sans poser problème dans la communication entre chercheurs (Levy, Lussault, 2003 : 907). Même si, comme le précise l'auteur, toutes ces définitions ont une certaine cohérence, il n'empêche qu'elles présentent chacune un certain nombre de défauts, dont le principal est d'immobiliser le mot de territoire par le caractère trop généralisant ou, au contraire, par le caractère trop restrictif de ses définitions.

Selon une même logique de recension, dans un article « "Pays" et polysémie géographique du territoire », Jean-Jacques Bavoux témoigne de l'hétérogénéité de sens du mot de territoire par la consultation de trois dictionnaires de géographie dans lesquels il trouve aussi des définitions multiples et contradictoires (Bavoux, 2002). Nos propres recherches dans la littérature en sciences humaines viennent confirmer les forts écarts sémantiques qui se sont fait jour, lorsque l'on compare ses acceptions multiples et variées. C'est à se demander s'il n'y aurait pas autant de définitions possibles du mot territoire qu'il n'existerait de disciplines, d'auteurs, d'acteurs, de disciplines, et de cultures.

Cette diversité de sens est l'une des raisons pour lesquelles cette notion de territoire se trouve parfois décrédibilisée en tant qu'objet scientifique, car elle est considérée comme galvaudée et indéterminée :

« De prime abord, le "territoire" a mauvaise presse. Notion ambiguë, polysémique, inflationniste, oscillant du statut de concept à celui de catégorie de l'action publique, voire de slogan, tour à tour enjeu de savoir et de pouvoir, elle suscite la critique au point d'entraîner parfois sa réfutation » (Guéez, 2002 : 297-300).

Dans son ouvrage *Territoires citadins. 4 villes africaines*¹¹, Philippe Gervais-Lambony en vient aussi de son côté à questionner la pertinence de l'utilisation de ce vocable :

« Le sens du mot est-il aujourd'hui si peu clair qu'il faut se résoudre à le dire périmé ? Ou bien ne désigne-t-il plus qu'une réalité disparue ? » (Gervais-Lambony, 2003 : 82).

Ce mot à qui l'on prête une grande densité de sens, même lorsqu'on ne sait pas vraiment comment l'appréhender est bien une notion *semi-savante* qui, d'une part, n'a pas de sens univoque, et qui, d'autre part, est prise dans des enjeux sociaux et politiques, de la même manière que peut l'être la notion d'événement soumise à l'analyse critique de Patrick Champagne dans l'article *L'événement comme enjeu* (Champagne, 2000).

1.1.3. Faire ou ne pas faire avec une notion semi-savante ?

Ce type de notions que l'on qualifie d'*indigènes* ou de *semi-savantes* présente la particularité d'être l'objet de lutte de définitions. Cette lutte symbolique a pour effet d'octroyer à cette notion un sens et un contenu à géométrie variable. Mais faut-il pour autant renoncer à l'idée de le définir ?

Nous pensons que le mot territoire qui n'est jamais seulement qu'un mot « mais aussi des réalités d'ordre symbolique qui ont des effets bien réels » (Champagne, 2000 :

¹¹ Gervais-Lambony, Philippe, (2003).

407) mérite que lui soit accordé le temps d'une tentative non pas de définition, mais d'exposition des tensions dont il fait l'objet et des interrogations qu'il suscite. Le rôle des chercheurs, qui utilisent ou inventent certains mots, n'est pas de rendre la réalité qui nous entoure plus obscure qu'elle ne l'est déjà. Bien au contraire, ces mots qui servent à décrire une réalité nouvelle ont leur importance du fait de leur capacité à traduire le changement (Chalas, 2009). Dans sa conclusion au colloque *Géopoint* en 1982, Claude Raffestin insiste sur ce point : l'invention d'un mot est moins un effet de mode – malgré ce qui peut être parfois affirmé – qu'un indice d'un mouvement de fond qui touche nos sociétés :

« J'ai effectivement trop entendu dire, au cours de ces deux jours, que le mot territoire et le mot territorialité étaient à la mode. Je partage tout à fait, avec Barel, l'idée que ce n'est pas vrai. En effet, je pense que les concepts apparaissent lorsqu'on en a besoin. Et je vous renvoie, à cet égard, aux observations de Sapir qui a montré que les mots apparaissent quand on en a besoin à cause des changements dans l'environnement. Or le besoin de la notion de territoire correspond à un changement dans l'environnement conceptuel de la géographie » (Raffestin, 1982 : 429).

Néanmoins, le choix du mot peut faire débat en ce qui concerne son adéquation ou pas à décrire la chose. Et c'est justement l'une des principales causes de luttes entre les différentes écoles de pensée qui prennent le territoire pour objet et qui estiment, pour une partie d'entre elles, qu'il n'est pas opérant ou qu'il est faiblement heuristique (Gumuchian, 1994).

1.2. Généalogie du territoire des sciences sociales : perspective historique d'une notion migrante

Notre objectif n'est pas de proposer une liste à la Prévert des différentes conceptions du territoire, car ce travail pourrait difficilement être réalisé de manière exhaustive par un seul et même chercheur, au regard du nombre de disciplines qui l'interrogent. Aussi, s'il était mené, ce travail dépasserait largement le cadre fixé par cette recherche. Enfin, il ne serait pas d'une grande originalité, puisqu'il a déjà été réalisé par plusieurs chercheurs dans le cadre de leur propre champ disciplinaire. Par contre, ce qui nous intéresse plus précisément, c'est de rendre compte du caractère migrant de cette notion à travers les disciplines en sciences humaines, mais aussi d'en exposer les enjeux sociaux et politiques.

Puisque nous n'avons pas renoncé à la notion de territoire, il faut nous positionner par rapport à ses nombreuses acceptions. De là, nous allons préciser l'usage que nous allons en faire, et la manière dont nous allons opérer pour sortir cette notion de son sens commun, c'est-à-dire faire en sorte que cette notion ne soit plus en situation d'être expliquée, mais qu'elle permette, au contraire, de décrire et d'expliquer les faits sociaux et les processus qui les sous-tendent (Champagne, 2000).

1.2.1. De la dimension politique à la dimension éthologique

Le mot de territoire apparaît dans la langue française au cours du XIII^e siècle mais il est encore d'un usage rare à cette époque (Le Berre, 1982 ; Jambes, 2000 ; Pacquot, 2009 ; Jaillet, 2009). Sa généralisation ne s'opère que quelques siècles plus tard, au VIII^e. D'un point de vue historique, on peut en conclure que ce mot est d'invention récente.

Le mot territoire vient du latin *territorium*¹² et signifie « étendue sur laquelle vit un groupe humain ». Il est simultanément à l'origine des termes terroir et territoire (Le

¹² Dictionnaire historique de la langue française cité par Thierry Pacquot (Pacquot, 2009)

Berre, 1992). *Le Dictionnaire historique de la langue française* précise que le territoire désigne dans un premier temps « une étendue de terrain sur laquelle est établie une collectivité, spécialement qui relève d'une juridiction, de l'autorité de l'État »¹³. Cette première dimension politico-administrative où le territoire est l'espace de représentation et d'effectuation d'un pouvoir est la plus ancienne ; elle a perduré pendant longtemps comme la plus courante, et reste celle privilégiée par l'ensemble des dictionnaires (Lussault, 2007). Ce vocable est donc employé en référence à l'espace contrôlé par l'État-nation et par ses sous-ensembles, les communes, les intercommunalités, les départements et les régions.

Dans le domaine des politiques publiques, le recours à la notion de territoire est antérieur à celui des sciences humaines, si l'on se réfère à la chronologie de son emploi. Marie-Vic Ozouf-Marignier situe ses premières apparitions pendant la période de l'Occupation. Quelques dizaines d'années plus tard, dans les années soixante, le territoire se voit consacré – comme expression et institution – avec le développement des politiques d'aménagement du territoire : « Voici un mot quasi inconnu des années soixante-dix, si ce n'est dans la grande banalité et dans la formulation courante “aménagement du territoire” » (Frémont, 2001 : 13). Mais là encore, le territoire ne se distingue pas des notions et concepts alors dominants à cette époque que sont l'espace, le paysage et le local. Ces mots sont utilisés les uns à la place des autres sans jamais se voir préciser leur acception respective.

Dans son acception moderne, le territoire possède aussi un sens juridique fort, associé à la fois à l'idée de domination attachée au pouvoir du prince, à celle d'une aire dominée par ce contrôle territorial, et enfin à celle de limites matérialisées par des frontières (Le Berre, 1982). Ainsi, le territoire correspond à la fois à une circonscription politique et à l'espace de vie d'un groupe, qui ne fait pas que l'occuper, mais qui cherche aussi à en maîtriser l'usage, et le défendre de toute menace d'intrusion extérieure au groupe :

¹³ *Le Robert*, Dictionnaire historique de la langue française, Alain Rey, tome 2, 1997, 2383p.

« Tout groupe social (au sens le plus large qui soit, y compris un groupe économique ou politique) a comme objectif général d'assurer sa reproduction au cours du temps. Pour ce faire, il s'approprie et façonne une portion plus ou moins étendue de la surface terrestre. Le territoire peut être défini comme la portion de sa surface terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux. C'est une entité spatiale, le lieu de vie du groupe, indissociable de ce dernier » (Le Berre, Maryvonne, 1992 : 622).

Selon cette définition, le territoire n'est plus seulement le résultat de phénomènes naturels et climatiques, mais il est aussi le fruit de l'activité des individus. Contrairement à la conception de la géographie classique dont l'instigateur a été Paul Vidal de La Blache – conception fondée sur un paradigme naturaliste – le territoire a d'abord été investi par la philosophie, le droit, et la science politique. Ces disciplines l'ont pensé comme un enjeu de pouvoir légitimé par les représentations qu'il génère. En effet, fin du XIXe et début XXe, l'école française de géographie ne s'est pas tout de suite intéressée au domaine de la relation entre un espace et un pouvoir cristallisé dans un territoire, mais a plutôt privilégié un raisonnement géographique qui accorde à la nature un rôle déterminant sur la vie humaine et le fonctionnement de la société.

L'idée d'un espace approprié et défendu par un groupe dans un but de satisfaction des besoins vitaux se retrouve dans l'acception éthologique du mot territoire. Par son transfert du domaine juridico-politique à celui du monde animal, l'éthologie a ainsi joué un rôle central dans le regain d'intérêt pour cette notion. La première définition éthologique du territoire date de 1920. Dans l'article « Voyage autour du territoire », Joël Bonnemaïson nous précise qu'on la doit à Elliot Howard, un ornithologue anglais (Bonnemaïson, 1981 : 253). Ses observations de la vie sociale des fauvettes lui ont permis d'en déduire un certain nombre de concepts révolutionnaires de l'époque, et en particulier l'idée que les oiseaux constituent une société territoriale. L'idée de « territorialité innée » de cette espèce a été étendue à d'autres travaux sur le comportement animal, si bien que les recherches en éthologie ont permis de mettre en lumière l'existence de sociétés animales territorialisées. Pour les éthologues, le territoire qualifie une aire géographique occupée, bornée, et contrôlée par un animal, ou bien un groupe, et dont il interdit l'accès à d'autres. Cette portion d'espace ainsi considérée comme sa propriété spécifique et inviolable va lui permettre d'acquérir une autonomie spatiale.

Après un premier transfert opéré par l'éthologie, la seconde étape de la circulation du mot territoire a pris son ancrage au sein de la sphère des sciences sociales et humaines. Cette mobilité notionnelle s'explique en grande partie par l'activité de certains chercheurs qui du domaine animal se sont tournés vers le domaine des sociétés exotiques. On pense en particulier à l'anthropologie suivie ensuite par la psychologie (Hall, Moles et Rhomer etc.) et la sociologie. En dépit du fait que le sens juridico-administratif du territoire est plus ancien historiquement que celui de l'éthologie, c'est de ce dernier que les anthropologues, les sociologues, les psychosociologues vont s'inspirer. Précisons quand même que, malgré cet emprunt à l'éthologie, les sociétés humaines ont développé une conception différente du territoire. Contrairement aux sociétés animales où le territoire est exclusif et limité par une frontière, le territoire de l'Homme n'est pas toujours clos et uni, et ne suscite pas forcément un comportement stable (Bonnemaison, 1981 : 253). Citons, en exemple, les travaux de l'anthropologue américain Edward T. Hall, et en particulier ceux qui portent sur la proxémie. Dans l'ouvrage *La dimension cachée*, l'auteur observe et analyse les manières de faire des hommes avec l'espace, les distances et les objets. Il décrit ainsi le rôle de la culture dans la construction de l'espace et propose des modèles pour l'étude de la proxémie :

« Les structures proxémiques jouent chez l'homme un rôle comparable à celui des conduites de séduction chez les animaux [...] Bien que du point de vue génétique et physiologique, l'homme constitue une seule et même espèce, les structures proxémiques des Américains et des Japonais, par exemple, semblent aussi opposées que les conduites de séduction du coq de bruyère américain et celles des oscins d'Australie [...] » (Hall, 1971 : 183).

Gilles Deleuze et Félix Guattari¹⁴ ont eux aussi été inspirés par les travaux des éthologues qui les ont convaincus de l'intérêt de la notion de territoire. L'ouvrage *Mille plateaux* et son chapitre « De la ritournelle » rendent plus particulièrement compte de la manière dont ces auteurs ont approché le territoire : c'est à partir de toute une série d'exemples de comportements d'animaux pour marquer leur territoire qu'ils ont construit leur réflexion. Le titre du chapitre est emprunté aux chants territoriaux des oiseaux, c'est-

¹⁴ Voir à ce sujet l'article de Manola Antonioli « Gilles Deleuze et Félix Guattari » (Antonioli, 2009 : 117-137).

à-dire au sifflement émis par un certain type d'oiseau au moment où il prend possession de son territoire. Ce sifflement qui produit une « ritournelle de boîte à musique » est un moyen de mise en garde contre les intrus potentiels dans l'espace de la nidification. Ce chant est nommé par les auteurs de « qualité expressive », c'est-à-dire de matière d'expression (marque constituante d'un espace délimité) qui va dire le rapport de l'espèce à son territoire. Chez les passereaux¹⁵, la fonction de nidification est ainsi fortement territorialisée. Les auteurs définissent eux-mêmes la ritournelle comme « tout ensemble de matières d'expression qui trace un territoire, et qui se développe en motifs territoriaux, en paysages territoriaux (il y a des ritournelles motrices, gestuelles, optiques, etc.) » (Deleuze, Guattari, 1980 : 397). La ritournelle a donc une fonction territoriale et territorialisante, elle agit sur les milieux et les rythmes jusqu'à produire un territoire (Deleuze, Guattari, 1980)¹⁶.

L'exercice qui a consisté à retracer partiellement la trajectoire de migration de cette notion polysémique est intéressant, en ce sens qu'il a permis de mettre en exergue la filiation entre les acceptions juridico-politique, éthologique, et philosophique du mot territoire. La conception juridico-politique du territoire, et par la suite sa formalisation en éthologie, ont accordé une grande importance à la question de l'appropriation exclusive d'un espace par un individu ou un groupe en tant qu'elle est une condition de sa nature territoriale (Levy, Lussault, 2003). L'appropriation territoriale se manifeste dans la première des conceptions par la souveraineté politique, dans la deuxième, par l'agressivité, et c'est en éthologie qu'elle s'exprime. Cette notion d'appropriation se retrouve aussi dans l'usage du territoire en géographie mais selon une acception moins forte, dans le sens où les registres mobilisés sont de l'ordre du cognitif et du symbolique plutôt que d'être de l'ordre du contrôle, de la défense voire de la violence.

1.2.2. Usage récent du territoire en géographie

Jacques Levy et Michel Lussault précisent dans l'ouvrage qu'ils ont codirigé, *Le dictionnaire la géographie et de l'espace des sociétés*, que l'emploi du mot territoire

¹⁵ Les passereaux sont la famille d'oiseaux que prennent en exemple Gilles Deleuze et Félix Guattari.

¹⁶ Voir aussi à ce sujet l'ouvrage dirigé par Thierry Pacquot et Chris Younès (2009).

en géographie est relativement récent. Ils en repèrent l'entrée officielle dans leur discipline avec les rencontres *Géopoint* qui se sont déroulées en 1982, et qui avaient comme intitulé *Les territoires de la vie quotidienne* (Levy, Lussault, 2003). Depuis ces années, la notion de territoire s'est largement imposée dans l'ensemble des disciplines qui composent les sciences sociales¹⁷ dans un sens qui n'est plus seulement aménagiste (Ozouf-Marignier, 2009). La multiplication de son usage dans le domaine de la géographie, de l'anthropologie, de la sociologie, de la psychologie, de l'économie, des sciences de l'information et de la communication, et des sciences politiques – pour les principales disciplines – est la raison pour laquelle Jacques Lévy parle du territoire comme de « la maison commune des sciences de l'homme » (Guédez, 2002 : 298)¹⁸. En le nommant de la sorte, Jacques Lévy propose d'en faire la lecture non pas par une juxtaposition de regards, mais par une combinaison de points de vue, ceci dans une logique de décloisonnement des champs disciplinaires.

1.2.3. Le territoire dans les sciences de l'information et de la communication

Au sein de la discipline des sciences de l'information et de la communication, l'émergence de la notion de territoire correspond à la montée de la préoccupation des chercheurs pour les questions inhérentes au pouvoir local et au rôle de l'État. Ce n'est pas par hasard si, dans l'article « La question du territoire dans les travaux de la Société française des Sciences de l'information et de la communication (SFSIC) », Isabelle Pailliarth souligne que l'émergence de la dimension locale apparaît pour la première fois en 1982 dans les contributions des chercheurs qui participent au congrès de la SFSIC (Pailliarth, 1995).

¹⁷ Dans un article intitulé « Le territoire, la géographie et les sciences sociales : aperçus historiques et épistémologiques », Marie-Vic Ozouf-Marignier questionne le mot de territoire et les modalités par lesquelles il s'est imposé comme nécessité (Ozouf-Marignier, 2009).

¹⁸ Extrait cité par Annie Gédez dans l'article « Territoires et jeux d'échelle » (2002).

En effet, à cette date, on se situe au lendemain de l'adoption de la loi sur la décentralisation qui a favorisé une ouverture du dialogue entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux (Cardy, 1997). Le champ de la recherche voit ainsi se profiler à l'horizon un acteur de taille : le tissu local en général (collectivités locales, opérateurs urbains, etc.). L'État ne se présente plus comme le défenseur d'une unité nationale contre des particularismes locaux, mais s'appuie désormais sur les pouvoirs locaux pour donner sens et consistance à un projet d'envergure nationale. Se dessinent alors de nouvelles réalités territoriales avec des compétences et une autonomie élargies en matière politique, économique, et décisionnelle au profit des élus locaux (Pailliar, 1991).

L'événement juridico-politique que représente la décentralisation a donc bien participé à la revalorisation du local et du territoire dans l'ensemble des sciences sociales. En le projetant dans l'univers de la recherche, ce phénomène a participé de la légitimation du local comme objet d'analyse. La généralisation des travaux sur le territoire en SIC va aussi s'articuler autour du développement des technologies d'information et de communication. Ces deux phénomènes – la décentralisation et la mise en œuvre des TIC – qui ont lieu simultanément dans la première moitié des années quatre-vingt tendent à se renforcer mutuellement « impliquant une analyse des nouvelles techniques d'information et de communication en termes d'enjeux politiques et économiques pour l'essentiel » (Pailliar, 1995 : 596).

D'ailleurs, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, la majorité des travaux qui traitent de la question territoriale recensée par Isabelle Pailliar (1995) analysent en particulier, par le prisme des stratégies des acteurs et des enjeux sociaux, deux techniques d'information et de communication : la télématique et les réseaux câblés. Aujourd'hui ces technologies sont remplacées par des outils numériques (internet, téléphone portable, etc.).

Dans un premier temps, le territoire est reconnu par des recherches dont l'intérêt est porté sur la dimension locale des médias. Dans un deuxième, il n'est plus seulement le lieu de déploiement de stratégies locales, mais il est aussi un des éléments indispensables à l'articulation entre l'offre technique et la « demande » sociale (Pailliar, 1995). Dans plusieurs de ses écrits (1993 ; 2006), Isabelle Pailliar définit le territoire comme un espace géré par des acteurs qui cherchent à le construire. Pour cette raison, elle considère l'analyse de la stratégie des acteurs comme un axe central des recherches qui portent sur

la dimension communicationnelle des territoires. Un peu plus loin, nous verrons que notre posture n'est pas très éloignée de la sienne. C'est donc dans la continuité de ses travaux que nous inscrivons cette recherche. Nous aurons le temps de revenir plus longuement sur notre posture de recherche.

1.3. Territoire produit, territoire vécu

Que ce soit en géographie, ou que ce soit au sein d'autres disciplines des sciences humaines, le mot territoire peut être appréhendé au regard des deux principales conceptions qu'il regroupe : une conception politico-juridique et une conception anthropologique. Une définition en particulier nous semble faire la synthèse de ces conceptions, elle a été formulée par Robert Hérim dans l'ouvrage *Géographie sociale* publié en 1984, époque où la géographie sociale commence à occuper une place d'importance au sein de la géographie française. Pour ce géographe, le territoire

« délimite, pour une classe d'âge, une collectivité, qu'elle soit agraire, commerçante ou autre, le domaine des pratiques de tous ordres qui démarquent spatialement tel groupe social par rapport à tel autre. Dire territoire, c'est parler frontière, appropriation, rapports à d'autres groupes, pouvoir » (Frémont *et al.*, 1984 : 90).

Le recours à la notion de territoire se fait en effet la plupart du temps selon deux perspectives dissociées : tandis que l'une privilégie les modalités d'appropriation de l'espace par les habitants ou les usagers, l'autre travaille sur les actions de découpage et de contrôle de l'espace par des pouvoirs. Dans l'article « Identifier un régime de territorialité réflexive », Patrice Melé parle à ce sujet de traditions de recherches « irréconciliées » (Melé, 2009 : 45), car il s'agit pour les chercheurs, soit de s'intéresser aux pratiques et aux représentations, soit de se pencher sur l'identification des acteurs et l'analyse d'actions collectives. Rares sont les recherches qui tentent de réconcilier ces deux approches.

À l'instar de cet auteur, nous pensons également que pour échapper à cette forme « d'usure du concept » de territoire, il faut placer notre focale à l'interface entre habitants/usagers et politiques publiques. Nous postulons donc le caractère heuristique de notre démarche qui envisage de prendre position dans cet entre-deux afin de mettre au jour la tension qui se dégage du rapprochement entre ces deux traditions. Cependant, nous ne nous satisfaisons pas cette situation où, sous un même mot, sont regroupées une conception politique et une conception anthropologique du territoire. Par souci de précision, nous préférons opter pour une dissociation de ces deux conceptions en y attribuant à chacune d'elle un mot différent.

1.3.1. Du territoire à la territorialité ou le glissement de l'espace du politique à l'espace vécu

Face à l'enjeu que constitue l'opération de définition du territoire, l'une des solutions que nous avons envisagée a été d'en réduire le sens, en le cantonnant à une définition restrictive où il ne sera entendu que comme territoire du politique. Selon cette définition, le territoire est un espace d'exercice d'une souveraineté politique : « un espace en tant qu'un pouvoir y exerce son emprise, qui commence par l'opération de sa délimitation » (Micoud, 2004 : 13). La définition de Claude Raffestin dans *Géographie du pouvoir* (1980) nous semble aller tout à fait dans le sens que nous souhaitons donner au territoire, car il définit la production territoriale comme une projection du champ de pouvoir sur un espace donné. Bernard Lamizet (2008) définit le territoire en des termes similaires dans un article « Le concept de territoire urbain » :

« Le concept de territoire se définit comme le champ dans lequel s'exerce un pouvoir, et, par conséquent, dans lequel s'exerce un droit de cité. Par ailleurs, le concept de territoire définit l'espace dans lequel s'exerce la juridiction d'une institution, ou d'un système institutionnel. Le territoire définit l'espace dans lequel s'inscrit l'exercice des pouvoirs d'un acteur politique, ainsi que la visibilité des institutions qui y organisent la sociabilité » (Lamizet, 2008 : 75).

Cette conception du territoire comme espace construit par le politique rappelle la notion d'« espace conçu » d'Henri Lefebvre (1974 : 48), qu'il développe dans *La production de l'espace*. L'apport central de cet ouvrage réside dans l'idée d'une triplicité de l'espace où sont distingués l'espace conçu, l'espace perçu et l'espace vécu. Pour l'auteur, l'espace conçu appartient à la catégorie des représentations de l'espace (Lefebvre, 1974 : 48). Cet espace est en lien avec les rapports de production et avec l'ordre qu'ils induisent. Cet espace correspond à l'espace des aménageurs, des planificateurs, des technocrates, des détenteurs du pouvoir, des savants etc.

À côté de ce territoire fabriqué par le politique, un autre mot nous servira à décrire les manières de faire des habitants et des usagers avec les espaces de la pratique : la *territorialité*. Effectivement, lorsqu'il sera question de la manière dont les individus et les groupes vivent et pratiquent le territoire, le territoire entendu comme « espace vécu » au sens d'Henri Lefebvre (Lefebvre, 1974 : 48-49), c'est-à-dire comme espace de représentation, nous utiliserons la notion de territorialité. Par territorialité, il faut entendre

l'idée de faire se raconter la « subjectivité du territoire » (Gellereau, 2003 :7). Si l'on s'accorde avec la définition qu'en donne Henri Lefebvre dans *La production de l'espace*¹⁹ (1974), l'espace vécu est l'espace que tente de s'approprier et de modifier l'imagination des habitants, des usagers, mais aussi des écrivains et des philosophes. En géographie, Armand Frémont a également travaillé sur l'espace vécu. Il définit cette notion comme « l'espace vu des hommes, non seulement dans leurs déplacements qui constituent l'armature de leurs espaces de vie, mais aussi par toutes les valeurs qu'ils attribuent à ces espaces en tant qu'hommes » (Frémont, 2005 : 102).

Nous retiendrons de ces deux approches de l'espace vécu, une perspective qui questionne l'espace de la pratique de l'individu dans le sens où se mêlent à la fois des représentations et des fréquentations. On retrouve ici la définition de la pratique telle qu'elle est envisagée par Emmanuel Ethis dans le cadre de l'étude de la « pratique du cinéma » : « Une pratique, c'est donc à la fois une fréquentation et une représentation » (Ethis, 2007 : 11). Pour cet auteur, les représentations et les fréquentations sont bien constitutives des pratiques sociales.

1.3.2. Territorialité spectatorielle : une notion-outil pour approcher la question de la sortie au théâtre

À travers cette recherche, ce n'est pas la territorialité en général des habitants et des usagers qui nous intéresse mais un type de pratique bien spécifique : la pratique de sortie au théâtre. C'est pour cette raison que nous parlerons de territorialité spectatorielle pour qualifier le type de pratique territoriale dont il sera question dans cette recherche. Cette notion-outil doit nous permettre de rendre compte de la manière dont les spectateurs des institutions théâtrales d'Ouest Provence décrivent et se représentent leurs pratiques de sortie au théâtre, car nous émettons l'idée que ces récits ont quelque chose à nous dire de

¹⁹ Dans *La production de l'espace* (1974 : 42-43), Henri Lefebvre souligne l'idée d'une triplicité de l'espace. Il distingue en effet l'espace perçu (la pratique spatiale), l'espace conçu (les représentations de l'espace) et l'espace vécu (les espaces de la représentation).

la relation que les individus entretiennent avec l'espace, notre hypothèse étant que la pratique de sortie au théâtre a une fonction territorialisante.

Pour définir cette notion-outil, nous nous appuyons principalement sur les travaux de Claude Raffestin qui tendent à construire une théorie de la territorialité humaine mais aussi sur ceux de Jean Davallon et de son approche communicationnelle des objets patrimoniaux (Davallon, 1999 ; 2006). Pour le premier de ces auteurs, la territorialité humaine « peut être définie comme l'ensemble des relations entretenues par l'homme, en tant qu'il appartient à une société, avec l'extériorité et l'altérité à l'aide de médiateurs et d'instruments. » (Raffestin, 1987 : 5). Réseau de relations, la territorialité est abstraite, car « elle est tissée de relations qu'on appréhende mal et difficilement » (Raffestin, Bresso, 1982 : 187). On se rapproche ici d'une définition de la territorialité comme espace vécu et construit par les relations qui s'y nouent.

Au mot territorialité, l'ajout de l'adjectif « spectatorielle » permet, d'une part, de souligner le fait qu'il n'existe pas une, mais plusieurs territorialités et, d'autre part, d'approcher les logiques sociales mises en œuvre par le spectateur avant, pendant et après la représentation de l'œuvre (Ethis, 2001). La territorialité n'est donc pas seulement un espace géographique composé d'un réseau des lieux pratiqués – compris dans leur matérialité. Elle est aussi un processus par lequel l'objet territorial est le support d'une relation entre celui qui le fabrique, le met en valeur, le rend visible, et celui qui le pratique.

Dans ce sens, la territorialité telle que nous l'entendons n'est pas très différente de la définition de Marc Augé du lieu anthropologique comme espace des relations sociales, c'est-à-dire d'un rapport au territoire qui médiatise le rapport aux autres (Augé, 1992 ; Agier, 2008). En nous inspirant de la définition de Jean Davallon du patrimoine, on peut affirmer que la territorialité sera appréhendée dans cette recherche comme un fait communicationnel et comme un opérateur de médiation qui produit du lien entre les acteurs sociaux (élus, administratifs et publics).

1.4. De la surabondance de sens à l'incertitude des territoires

La surabondance de sens qui caractérise le mot de territoire est interprétée par plusieurs auteurs comme le signe de la complexité croissante des problèmes auxquels doivent faire face les politiques locales, mais aussi comme l'expression des doutes et des transformations que rencontrent nos sociétés en ce début de siècle. Cette position est confirmée par Georges Prévelakis qui fait une analyse critique de la notion de territoire telle qu'elle est abordée dans les écrits de Jean Gottmann :

« Jean Gottmann a consacré les dernières pages de son livre à cette réflexion, qui paraît aujourd'hui encore plus actuelle qu'au moment de la rédaction du livre. En effet, l'évolution technologique et économique des dernières décennies, ainsi que l'effondrement du communisme et de l'ordre international de la guerre froide ont conduit un grand nombre de spécialistes des relations internationales à penser, comme l'avait fait Gottmann en 1973, que notre monde se trouve à un tournant et que ce tournant est lié avec le rôle politique de l'espace géographique. De la "fin de l'Histoire" de Fukuyama (Fukuyama, 1992), jusqu'à la "fin des territoires" de Badie (Badie, 1995), en passant par la fin de la géographie d'O'Brien (O'Brien, 1992 ; voir sa critique dans Gottmann, 1993), on trouve la même préoccupation. Étant habitué à considérer l'État national et son territoire comme une réalité quasi naturelle, on se sent déstabilisé face à une évolution qui montre que l'association entre souveraineté et territoire, et le monopole d'allégeances que comporte l'iconographie nationale, ne sont pas à l'abri des forces de transformation » (Prévelakis, 1996 : 84).

Ces évolutions majeures menacent le lien qui semblait pourtant solide entre État, société, et territoire (Debarbieux, Vanier, 2002). L'intérêt croissant pour le mot « territoires », entendu au pluriel, serait alors motivé par la recherche de nouvelles modalités de gestion de la complexité et du doute engendré par ces transformations. Il s'agit, en effet, de résister au sentiment de dissolution identitaire et de multiplication des références, avec comme objectif de sauvegarder une conception forte du politique (Généstier, 2009). Pour le dire autrement, le territoire se trouve au cœur des « incertitudes

inhérentes à l’imaginaire postmoderne » (Génestier, 2009 : 206). Face à ce constat, on voit s’esquisser une double croyance qui s’est polarisée sur l’objet territorial : d’une part, le territoire demeure un objet en déclin dont la mort²⁰ est annoncée par avance, d’autre part, le territoire est à son apogée²¹ (Pagès, Péliissier, 2000). Ces deux points de vue se polarisent à travers le couple déterritorialisation/reterritorialisation.

1.4.1. De la fin des territoires à leur montée en puissance

Le couple déterritorialisation/reterritorialisation est fondé sur une opposition paradigmatique construite – pour le registre de la déterritorialisation – sur une idée des territoires comme lieu de l’enracinement et de la fixité et – pour le registre de la reterritorialisation – sur une idée des territoires comme lieu de la mobilité (Estèbe, 2008) et de la liquidité (Bauman, 2006).

Paradigme de la décomposition territoriale ou les effets de la modernité

Le premier de ces registres de discours sur le territoire s’inscrit dans une perspective d’une société moderne caractérisée par le phénomène de la déterritorialisation qui croise celui de la mondialisation. Les changements multiples que connaissent nos sociétés – la crise de la représentation politique, la remise en cause de la légitimité de l’État et du politique, le phénomène de la globalisation, les effets de la décolonisation, l’internationalisation des conflits, le développement des ONG, etc. – expliquent en grande

²⁰ On pense en particulier à l’ouvrage de Bertrand Badie intitulé *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l’utilité sociale du respect* dans lequel l’auteur décrit la relativité du territoire dans sa dimension politique. Il expose ainsi un territoire qui est dans une phase d’agonie du fait du développement de la mondialisation, phénomène qui remet en cause le lieu de décision et de souveraineté des États, (Badie, 1995).

²¹ Les travaux par exemple d’Isabelle Pailliar (1993, 1996, etc.) autour du territoire et des technologies de l’information et de la communication peuvent être rangés dans cette catégorie, tout comme ceux de Pierre Musso et d’Alain Rallet qui ont notamment donné lieu à la direction d’un ouvrage *Stratégies de communication et territoires* (1995).

partie la nature du diagnostic des acteurs affirmant l'agonie de la conception traditionnelle du territoire.

Dans la continuité des travaux de Mac Luhan, nombreux sont les discours utopistes des années soixante-dix, repris aujourd'hui par les professionnels de la communication, qui ont développé la croyance en la substitution des territoires concrets par des territoires apolitiques et dématérialisés (Pagès, 1997). Autrement dit, avec le développement et la valorisation des technologies de l'information et de la communication, ce sont les discours sur la production d'un nouvel ordre territorial qui ont vu le jour. Cette littérature suppose, en effet, que ces technologies nouvelles vont bousculer les anciennes hiérarchies, et vont effacer les inégalités spatiales par l'usage de la communication qui se veut universalisante (Sassen, 2004).

Ces discours sont en particulier portés par les acteurs de la promotion et de la diffusion de l'innovation technologique, mais également par certains scientifiques qui soutiennent cette idée que les dispositifs technologiques participent de la production d'un espace autre – qualifié d'espace virtuel – qui serait indépendant de la géographie. Pour résumer ainsi ces discours, on peut dire avec Bernard Lamizet que, d'une représentation d'un espace clos, on passe à une représentation d'un espace continu inscrit dans une logique virtuelle (Lamizet, 1997).

Dans une logique proche mais néanmoins plus critique de la modernité, Bertrand Badie (1995) défend l'idée que le territoire national n'est plus le référent pertinent pour définir une « identité politique citoyenne », c'est-à-dire qu'il ne sert plus de support à l'État-nation. Le système de représentations qui a été longtemps dominant a imprégné le territoire d'une dimension nationale, en liant la communauté et l'espace à la rhétorique identitaire. Dans cette perspective aujourd'hui dépassée, si l'on en croit le politologue, l'attention est portée sur le national en tant qu'il est fondateur de la citoyenneté. Selon lui, le territoire qui était le principe d'organisation des sociétés politiques et le lieu de la souveraineté a perdu de sa capacité à réguler.

À l'heure de l'internationalisation des échanges et de l'apparition des technologies de la communication, un autre système est venu remplacer l'ancien : le territoire conçu comme étant intangible et figé est annoncé comme caduc, il est même en train de disparaître en tant que référent de l'État-nation. Pour cet auteur, le territoire est en crise, il

agonise, et pourtant les revendications territoriales se multiplient. Là est le paradoxe d'une situation où le territoire universalisant, unitaire, transcendant les particularismes communautaires, est en fin de parcours, laissant ainsi la voie à d'autres formes de construction territoriale qui deviennent le lieu refuge des identités, et qui, à l'inverse de cohabiter comme dans l'ancien modèle, s'affirment contre les autres. Ce n'est pas tant la fin en soi des territoires qui est décrite dans cet ouvrage que le changement de rôle de la référence territoriale.

Cette thèse de la fin des territoires peut être rapprochée de celle de Marc Augé, dans le sens où elles ont en commun de vouloir comprendre les effets théoriques et pratiques de la mondialisation sur nos sociétés. Marc Augé, dans plusieurs de ses ouvrages, dénonce les effets de la surmodernité sur le rapport des individus à l'espace. L'anthropologue qui souligne l'importance du changement d'échelle de nos sociétés qui sont aujourd'hui planétaires remarque, dans l'ouvrage *Les non-lieux. Introduction à une anthropologie de la modernité* (Augé, 1992), que l'un des traits les plus déterminants du monde contemporain est la prolifération des non-lieux. Il pense en effet que la place occupée par les espaces de communication, de circulation, et de consommation, dans nos sociétés modernes est grande par rapport aux « lieux locaux »²², et qu'ils prennent l'apparence de non-lieux. Par contraste avec la définition qu'il a donné du lieu anthropologique comme lieu surchargé de symbolisation²³, les non-lieux sont justement le lieu où l'on ne repère pas de relations sociales particulières : « l'espace du voyageur serait ainsi l'archétype du non-lieu » (Augé, 1992 : 110).

Face à ces discours qui vont tous dans le sens du développement du phénomène de déterritorialisation, la thèse de Saskia Sassen, argumentée dans *La ville globale* (1996), permet d'apporter un autre aperçu de la question territoriale au regard du phénomène de la globalisation. Son approche nous invite à faire le lien justement entre les deux

²² Nous faisons ici référence à un article de Véronique Nahoum-Grappe dans le numéro de la revue *L'Homme* consacrée à Marc Augé dans lequel il est rapporté un entretien accordé par ce dernier à l'occasion d'un séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales en 2006 et où l'anthropologue utilise cette locution de « lieux locaux » qu'il oppose à la notion de non-lieux.

²³ Marc Augé définit le lieu anthropologique comme « construction concrète et symbolique de l'espace qui ne saurait à elle seule rendre compte des vicissitudes et des contradictions de la vie sociale mais à laquelle se réfèrent tous ceux à qui elle assigne une place, si humble et modeste soit-elle » (Augé, 1992 : 68).

perspectives opposées – la déterritorialisation versus la reterritorialisation –, car elle soulève une réflexion plus nuancée, à notre avis, que les précédentes sur la manière dont la question spatiale est transformée par la montée en puissance des technologies de l'information et de la communication, et l'augmentation de la mobilité du capital. L'originalité du questionnement de l'auteur se situe dans l'intérêt porté à la géographie des lieux de la globalisation. En partant des discours dominants des années quatre-vingt sur la globalisation, dont l'idée principale consiste à opposer le global au national, l'auteur montre que les processus globalisés sont plus complexes que cette perspective binaire du fait de l'émergence de nouvelles échelles spatiales. Sans nier l'affaiblissement du cadre national du fait de la perte de l'État d'un certain nombre de ses prérogatives depuis les années quatre-vingt, Saskia Sassen insiste sur l'importance croissante des unités infranationales comme les villes, les régions, les espaces transfrontaliers, et les entités supranationales. C'est dans ce contexte que les villes globales émergent, et au sein desquelles se concentrent les divers échelons que sont l'échelle globale, l'échelle nationale, et l'échelle régionale. Contrairement à l'idée que les ressources nécessaires aux activités économiques globalisées sont hypermobiles, l'auteur explique à quel point elles sont enracinées dans l'espace, dans des lieux comme les villes globales. Autrement dit, son ouvrage sur les villes globales réexamine la question des processus globalisés et les discours dominants sur ce sujet, en insistant sur l'enracinement de ces processus dans les territoires nationaux. Ces villes globales ont la particularité d'offrir les ressources nécessaires aux firmes et aux marchés pour entreprendre des activités globalisées :

« En ce sens, l'analyse de la ville globale met en évidence le fait que la globalisation se matérialise par nécessité à des endroits spécifiques et à travers des arrangements institutionnels dont bon nombre, si ce n'est tous, sont localisés sur des territoires nationaux » (Sassen, 2004 : 14).

1.4.2. Revalorisation du local ou montée en puissance des territoires

A *contrario* de la première conception qui prône la fin des territoires, le second registre de discours s'articule autour de l'idée du retour en force des territoires. Il faut comprendre par cette formule de « retour au territoire » que l'action publique s'est tournée vers le local, ce qui correspond à un renversement de la logique bien ancrée

jusque-là dans la tradition française où l'attitude de surplomb et d'extériorité vis-à-vis de la réalité sociale était le seul modèle de légitimation. Pendant plus de deux siècles en France, le bon gouvernement supposait en effet le détachement (Le Bart, 2005). L'État nation était fondé sur cet héritage symbolique relevant de l'idéologie jacobine qui a ignoré le local et ses particularismes. Jusqu'à la fin des années soixante, l'espace national est invoqué comme espace dominant, c'est-à-dire que l'État est pensé comme ayant le monopole de l'aménagement du territoire. Le territoire est alors jusque-là entendu au singulier, parce qu'il est pensé exclusivement à partir de l'État (Raoul, 2003) ou, en tout cas, il propose une forte connotation nationale (Génestier, 2009).

Les villes nouvelles dont est hérité le territoire d'Ouest Provence sont tout à fait exemplaires du rapport classique entretenu par l'État avec les collectivités locales dans les années soixante, rapport fondé sur une relation hiérarchique où la logique à l'œuvre est descendante et technocratique. C'est bien parce que les villes nouvelles ont été perçues comme représentantes d'un projet d'État dans le local qu'elles ont eu un effet plus repoussoir qu'exemplaire auprès des communes voisines. Cette situation de domination de l'État sur le local ne va pourtant pas durer puisqu'une dizaine d'années plus tard, le pouvoir national va se voir amoindrie par l'émergence et l'autonomisation du local. Une prise de conscience s'opère à partir des années soixante-dix, ce qui a pour effet d'envisager le local comme nouvel espace à investir socialement, culturellement, et politiquement « pour repenser la démocratie et repenser la société d'une façon plus générale, il [le local] est vu comme "lieu" à partir duquel on pourra changer la vie » (Raoul, 2003 : 4).

L'objet local est désormais « reconsidéré » comme attrayant, et a ainsi acquis de la légitimité auprès des acteurs politiques et sociaux. Longtemps associé au « symbole du conservatisme social », le local est dorénavant perçu comme le « lieu privilégié de l'impulsion du *changement* » (Mabileau, 1993 :10). Cette croyance en la vertu du local et du territoire s'inspire de l'idée que le territoire peut susciter de nouvelles façons de vivre, de même qu'il peut mettre à mal les macrologiques (Pagès, 2000). Le territorial se présente ainsi comme la figure inversée du central jugé dépassé :

« En résumé, le territoire, tout en acceptant la désintégration de ses formes héritées, s'est vu énoncé depuis les années quatre-vingt/quatre-vingt dix comme l'incontournable élément de socialisation de notre fin de siècle, comme une autre logique

capable de modeler les destinées de la planète » (Pagès, 1997 : 48).

Ce phénomène de revalorisation du local relève d'un processus dit de « reterritorialisation ». Ce dernier se caractérise par la dissolution des territorialités héritées, faisant la place à de nouvelles formes d'ancrage territorial. Les effets politiques qui découlent de cette pensée se manifestent à travers différentes formes d'intercommunalités et de modalités d'organisation territoriale publique (Pagès, Pélissier, 2000).

Ce paradigme de la « promesse de nouveaux territoires » est donc dominant dans la majorité des actions publiques réalisées par les collectivités locales et les établissements de coopération intercommunale²⁴. Le cas d'Ouest Provence est d'ailleurs tout à fait exemplaire de cette volonté d'affichage d'un changement paradigmatique de la politique publique intercommunale. Face à la multiplication des formes de coopération intercommunale qui se sont imposées et qui ne cessent d'évoluer en France, Bernard Debarbieux et Martin Vanier (2002) en arrivent à se demander si l'on n'assiste pas à la réinvention des territoires plutôt qu'à leur disparition. C'est aussi la thèse défendue par Isabelle Pailliar dans *Les territoires de la communication* :

« La situation actuelle se caractérise plus, de notre point de vue, par une profusion d'espaces et de lieux que par un évanouissement de l'espace » (Pailliar, 1993 : 12).

²⁴ La distinction entre une collectivité territoriale et un établissement public (dont les EPCI sont l'une des formes) mérite d'être faite puisque l'on a affaire à deux entités tout à fait différentes à plusieurs titres. Dans l'ouvrage *Gouverner la ville mobile* de Philippe Estèbe, il est clairement précisé qu'une collectivité territoriale est un organe constitutionnel dont la caractéristique est d'être administrée par un conseil de membres élus au suffrage universel direct et qui dispose d'une compétence territoriale générale, c'est-à-dire que rien ne l'empêche à intervenir sur d'autres champs que ceux définis par le législateur. Un établissement public est une institution qui regroupe plusieurs collectivités territoriales. Ils interviennent dans un périmètre territorial établi, mais se différencient des collectivités territoriales sur deux points : le premier, les organes collaboratifs sont composés des représentants des collectivités territoriales qui en sont membres (légitimité indirecte ou comme on le dit souvent, au second degré). Le deuxième point est celui des compétences. Les établissements publics n'interviennent que sur la base des compétences qui leur ont été déléguées par les collectivités membres. Autrement dit, ils ne bénéficient pas de la compétence territoriale générale. Parmi les établissements publics, on trouve les EPCI, qui se sont considérablement développés depuis une dizaine d'années, on a aussi les établissements de type syndical comme les syndicats mixtes d'aménagement du territoire ou les syndicats d'agglomération nouvelle.

Dans ce contexte d'incertitude (Balandier, 1985 ; Pagès, Péliissier, 2000, Vanier, Debarbieux, 2002), l'idée de retour en force des territoires s'appuie sur des territoires dont la mise en représentation est devenue nécessaire pour faire croire en leur maîtrise, c'est-à-dire leur capacité à produire un sens commun pour les habitants.

1.4.3. Paradigme de la complexité territoriale

Depuis les années soixante-dix, la refonte des relations entre le centre et la périphérie est en œuvre et se prolonge aux différentes échelles locales (la commune, l'intercommunalité, le département et la région). Depuis lors, la configuration territoriale n'est plus duelle mais plurielle. Effectivement, après un relâchement de l'implication du pouvoir central dans le domaine de l'aménagement du territoire dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, l'État réaffirme sa préoccupation sur ces questions une dizaine d'années plus tard avec l'adoption des textes sur l'intercommunalité²⁵. Les territoires issus des lois sur l'intercommunalité sont discontinus et composés de plusieurs intersections entre territoires. Ils sont le produit d'interactions multiples entraînant des dynamiques territoriales complexes qui posent la question de la capacité du politique à réguler l'ensemble des cadres de la vie sociale qui évoluent de manière divergente et à produire de l'unité.

Par complexité, il ne faut pas comprendre le désordre ou l'erreur, mais l'impossible réduction du réel à des cadres d'interprétations simplificateurs. Bernard Debarbieux et Martin Vanier qui soutiennent cette thèse de la complexité des territoires reconnaissent ainsi le caractère hybride, instable, parfois même contradictoire, des logiques à l'œuvre dans les recompositions territoriales :

²⁵ Les années quatre-vingt-dix ont été marquées par l'adoption de trois lois importantes en matière d'aménagement territorial : la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République instituant les communautés de communes et les communautés de villes, la loi du 4 février 1995 d'orientation relative à l'aménagement et au développement du territoire modifiée par la loi du 25 juin 1999 d'orientation relative à l'aménagement et au développement durable du territoire créant les pays et les contrats d'agglomération et de pays (dite loi Voynet), et la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale instaurant

« L'idée d'une complexité territoriale nouvelle désignera ici l'ensemble des processus qui, dans les domaines politiques, économiques et sociaux, conduisent, d'une part, à une démultiplication et une imbrication des espaces de référence, d'autre part, à une différenciation des temporalités et des territorialités en fonction desquelles les pratiques sociales et spatiales sont vécues et structurées » (Debarbieux, Vanier, 2002: 14).